



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

EB 3901/05 Rev. 1

19 avril 2006
Original : anglais

F

Comité exécutif/
Conseil international du Café
22 – 25 mai 2006
Londres, Angleterre

**Analyse des thèmes soulevés
dans les exposés présentés à la
2^e Conférence mondiale du Café**

Rapport du Directeur exécutif

Contexte

1. L'ensemble des exposés présentés à la 2^e Conférence mondiale du Café sont maintenant disponibles sur le site web de l'OIC. En outre, le document ICC-94-13 contient le rapport préliminaire sur la Conférence établi par son Président, M. Roberto Rodrigues, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation du Brésil. La Conférence s'est déroulée à Salvador (Brésil) du 23 au 25 septembre 2005 et le rapport préliminaire a été présenté au Conseil à sa 94^e session par le représentant du Brésil au nom du Président de la Conférence.

2. Le document ci-joint passe en revue les exposés présentés afin de recenser les thèmes communs et les idées novatrices. Les paragraphes I.2 et I.4 ont été révisés pour tenir compte des observations formulées pendant les réunions du Comité exécutif du 30 janvier au 1 février 2006. On peut supposer que les thèmes communs donnent une mesure de la pensée traditionnelle en matière d'économie caféière et, partant, des domaines qui bénéficieront régulièrement d'un certain soutien en termes de projets ou programmes. Les idées novatrices devront être examinées plus en détail par les Membres afin de déterminer dans quelle mesure elles peuvent ou doivent être appliquées. La prochaine étape pourrait être de tenir une réunion interne d'échange d'idées pour examiner comment certaines ou l'ensemble de ces idées pourraient être poursuivies ou étudiées par l'OIC et pour définir des priorités, identifier des partenaires appropriés et développer des projets ou programmes.

Mesure à prendre

Le Comité exécutif et le Conseil international du Café sont invités à donner des orientations sur les priorités et les mesures éventuelles à prendre à l'avenir.

ANALYSE DES THÈMES SOULEVÉS DANS LES EXPOSÉS PRÉSENTÉS À LA 2^E CONFÉRENCE MONDIALE DU CAFÉ

I. Thèmes communs

1. Nécessité de considérer le café comme faisant partie intégrante des économies nationales dans leur ensemble en élevant les politiques au niveau approprié.
2. Lever les droits de douane et autres obstacles au commerce qui touchent particulièrement le café transformé, y compris ceux des pays producteurs.
Il est clair que la levée des droits de douane sur les importations dans les pays producteurs pourrait causer des problèmes. La levée des obstacles devra se faire dans le cadre d'un programme intégré tenant compte de tous les intérêts caféiers nationaux. L'objectif de la valorisation, essentiellement par la transformation du café dans les pays d'origine, devrait être souligné dans la mesure où les prix des produits transformés sont plus stables que ceux des matières premières.
3. Lever les obstacles au commerce pour les produits pertinents dans le cadre de la diversification.
Il serait souhaitable que l'OIC entreprenne une étude pour identifier les cas spécifiques, ce qui renforcerait les arguments en faveur de cet objectif.
4. Approuver des politiques de mise en valeur des marchés du café dans les pays producteurs, les marchés émergents et les marchés traditionnels.
L'OIC devrait étudier cette question avec le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) et d'autres bailleurs de fonds tout en consultant l'industrie.
5. Promouvoir la qualité.
On pourrait faire plus pour promouvoir les normes optimales de la Résolution numéro 420 : site web, Codex Alimentarius, LIFFE, NYBOT, programmes concernant la durabilité, consommation intérieure et autres projets concernant la promotion, etc.
6. Utiliser de manière efficace les enchères sur l'Internet.
Une étude sur la Coupe d'excellence, les enchères de café de qualité et autres pourrait être conduite, en comparaison des tentatives d'enchères inversées qui ont été faites.

7. Politiques gouvernementales visant à décourager la production si cette dernière peut entraîner un excédent de l'offre, avec suivi approprié.
Il s'agit d'une question de politique nationale, mais l'importance de ces mesures doit continuer d'être soulignée.
8. Valorisation ; soutien aux produits destinés aux marchés spécialisés et à la transformation supplémentaire dans les pays d'origine.
La transformation du café torréfié dans les pays d'origine devient techniquement plus facile avec les conteneurs à température constante. Le marketing doit viser les consommateurs et, par-dessus tout, les détaillants. L'expérience du café de commerce équitable en matière d'espace linéaire pourrait être pertinente et pourrait être incorporée dans une étude OIC.
9. Encourager les programmes de micro-crédit pour les petits exploitants
Cet aspect pourrait être approfondi avec des bailleurs de fonds sur la base de projets.
10. Mettre en place des programmes de gestion des risques de prix.
Un projet en cours en Afrique orientale en collaboration avec le FCPB. Les résultats de l'expérience du Brésil devraient être largement diffusés par l'OIC.
11. Développer des technologies nouvelles à plus faibles coûts.
Analyse du concept de réseau global de recherche pour faciliter les transferts de technologie. Possibilités de séminaires avec la FAO.
12. Accroître la représentation des petits exploitants au sein de l'OIC.
Réexaminer le concept d'un comité de la durabilité ou solliciter une représentation par l'intermédiaire du Partenariat pour une caféiculture durable.
13. Renforcer les capacités de création d'organisations ou d'associations de petits exploitants.
Diffuser les orientations élaborées dans le cadre du projet confié à Twin ; étudier de nouveaux projets avec des bailleurs de fonds.
14. Reconnaître la nécessité de donner la priorité à la durabilité économique.
15. Analyser les taux de change dans l'évaluation de la durabilité économique.

16. Nécessité de la transparence du marché et d'une estimation objective des fondamentaux.
17. Promouvoir la coopération entre toutes les parties prenantes dans le cadre de l'OIC.

II. Idées novatrices

1. Utilité du recensement des externalités positives de la production du café (cette mesure pourrait être complétée par l'analyse des externalités négatives causées par les conditions de crise).

Les externalités positives comprennent notamment le piégeage du carbone et le maintien de la stabilité sociale ; les externalités négatives comprennent le coût de la lutte contre la criminalité lorsqu'il existe des plantations de stupéfiants, le coût de la migration vers les zones urbaines, etc.

2. Mieux faire connaître les pays d'origine aux consommateurs comme cela se fait au Japon, grâce éventuellement à des dénominations d'origine géographique internationales, au niveau de l'OMC, de l'Union européenne ainsi qu'au niveau national.

Diffuser les règles de l'Union européenne et de l'OMC ; décrire les pratiques japonaises en la matière.

3. Renforcer l'aspect lié à l'éducation du consommateur et étudier ses effets sur les politiques des détaillants.

Cibler les journalistes gastronomiques.

4. Développer les ventes de café transformé au moyen d'un marketing approprié auprès des détaillants importants ou de la création de points de vente au détail (voir également I.8).

Nécessité de passer des contrats avec des spécialistes ayant une expérience du secteur alimentaire de détail. Analyser les questions techniques comme les conteneurs à température constante. Envisager une commercialisation initiale pour la consommation locale.

5. Emploi plus fréquent des possibilités faisant appel au modèle brésilien (basé sur les options) de Certificat de produit rural (*Cédula do Produto Rural*) pour la gestion des risques.

Diffuser les détails du programme et comparer avec les projets de gestion des risques de la Banque mondiale.

6. Élargir les outils de gestion des risques pour y inclure les risques météorologiques avec les risques de prix.
Examiner avec la Banque mondiale.
7. Mettre en place des fonds pour des opérations à terme.
Étudier le projet colombien.
8. Envisager d'accorder des permis d'exploitation des zones caféicoles selon les modalités des permis d'exploitation minière, afin de préserver la qualité et d'éviter la surproduction.
Étudier la législation relative aux permis d'exploitation minière et évaluer les options.
9. Élaborer des projets faisant appel au Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto.
Procéder à l'étude identifiée avec la collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
10. Appuyer le Partenariat pour une caféiculture durable, particulièrement en ce qui concerne sa capacité à rassembler toutes les parties prenantes, y compris les représentants des petits exploitants et les ONG.
Réexaminer la relation optimale entre l'OIC et le Partenariat ; réexaminer le concept d'un comité de la durabilité.